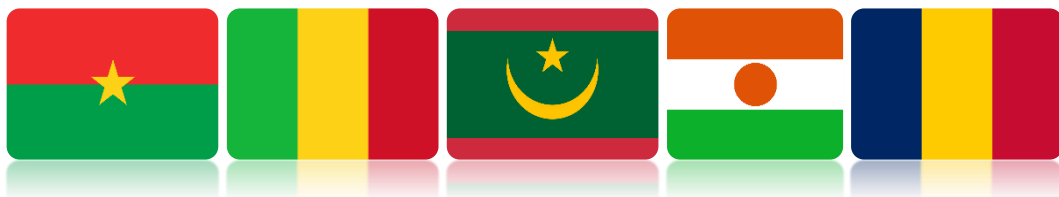


G5 SAHEL



SECRETARIAT PERMANENT

TERMES DE REFERENCE DE L'ETUDE DIAGNOSTIQUE DES POTENTIALITES DES PRODUITS AGRICOLES, ANIMALIERS ET HALIEUTIQUES DES ETATS MEMBRES DU G5 SAHEL EN VUE DE LA PREPARATION D'UN PROJET DE PROMOTION DES PRODUITS NATIONAUX POUR RENFORCER LA SECURITE ALIMENTAIRE ET L'INTEGRATION REGIONALE



1. Contexte et justification

Les principaux pays sahéliens, à savoir le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad connus aussi comme « Etats écologiquement fragiles » accusent un retard important par rapport aux différentes dimensions du développement humain, qui vient s'ajouter ces dernières années le problème d'insécurité. La pauvreté de masse affecte près de 51% de la population

L'économie de la région G5 du Sahel repose essentiellement sur l'agriculture, l'élevage et d'autres activités connexes. Cependant, la production agricole demeure insuffisante pour répondre de manière adéquate à la demande alimentaire de la population en raison des mauvaises performances de ce secteur.

Au niveau de chaque pays membre du G5 Sahel, le contexte montre que l'agriculture, l'élevage et la pêche représentent les principales sources de subsistance et de revenus des populations en majorité rurale. Ces moyens d'existence sont tributaires de ces extrêmes climatiques.

Dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, depuis les sécheresses et la famine des années 1973-1974, les populations des pays membres du G5 Sahel vivent dans une situation d'insécurité alimentaire quasi-permanente, en dépit d'importantes potentialités en ressources naturelles dont ils disposent.

Burkina Faso : Le Burkina Faso est un pays enclavé de la région du Sahel, avec une superficie de 274.000 kilomètres carrés,

Le secteur rural joue un rôle prépondérant dans l'économie du pays; contribuant à hauteur de 30% du PIB (IAP, 2010) et fournissant de l'emploi à environ 86% de la population active (RGPH, 2006). En plus de cette forte contribution à la sécurité alimentaire, le secteur rural fournit 61,5% du revenu financier des ménages agricoles (67% tiré de la production agricole, 30,9% de la production animale et 2,1% des produits environnementaux (DGPER, 2010).

Le rapport du PNUD sur le développement du pays (2014) note qu'au cours de la dernière décennie, le pays a connu des crises alimentaires et nutritionnelles graves et successives (notamment en 2005, 2010 et 2012) en raison d'une part, de la combinaison de facteurs naturels et d'autres facteurs économiques tels que les «chocs climatiques», les variations de prix des denrées alimentaires sur les marchés, et d'autre part, en raison de causes structurelles telles que la pression démographique, la détérioration des ressources naturelles et le changement climatique.

Mali : Le Mali est un pays enclavé d'Afrique de l'Ouest qui s'étend sur 1, 241,328 kilomètres carrés. Il partage plus de 7000 kilomètres de frontières avec sept pays: la Mauritanie, l'Algérie, le Niger, le Burkina Faso, la Côte-d'Ivoire, la Guinée et le Sénégal.

L'économie du pays repose largement sur l'agriculture et essentiellement sur les exploitations agricoles familiales. En effet, la principale richesse du Mali est basée sur l'agriculture, l'élevage et la pêche. Ce secteur emploie environ 80% de la population active et représente un peu moins de 40% du produit intérieur brut (Plan de Relance Durable du Mali, 2013).

En tant que moteur de l'économie, l'agriculture repose essentiellement sur les cultures vivrières. Parallèlement à ces dernières, il y a également les cultures du secteur agro-industriel (coton et arachide), les légumes, les produits issus de l'élevage et de la pêche.

Bien que le pays soit l'un des rares de la région à avoir atteint l'objectif du millénaire pour le développement, qui vise à réduire de moitié la proportion de personnes qui souffrent de la faim entre 1990 et 2015, la FAO (2012) estime que 12% de la population totale malienne est encore sous-alimentées. Le changement climatique risque de constituer une menace supplémentaire pour ces personnes confrontées à l'insécurité alimentaire

Mauritanie : Selon le dernier recensement de la population et du logement (2013), la population totale est estimée à 3.387.868 d'habitants avec une superficie d'un peu plus d'un million de kilomètres carrés (1.030.700),

Le potentiel économique de la Mauritanie repose principalement sur l'exploitation minière, la pêche, et, dans une moindre mesure, l'agriculture et l'élevage.

L'agriculture et la production animale/l'élevage de bétail sont donc parmi les secteurs les plus susceptibles d'être touchés par le changement climatique, qui constitue un grand défi sachant que le potentiel agricole de la Mauritanie est très limité et fragile, et que le pays fait déjà face à un déficit alimentaire et structurel considérable.

La Mauritanie, comme les autres pays du Sahel, a connu une sécheresse persistante et un manque de précipitations, qui ont eu des répercussions négatives sur l'environnement, le tissu économique et écologique du pays. Depuis la crise alimentaire de 2011 dans le Sahel, de nombreuses régions de la Mauritanie souffrent des niveaux élevés de malnutrition globale aiguë et de l'insécurité alimentaire chronique (FAO, 2014).

Niger : Le Niger est un pays enclavé d'Afrique de l'ouest limité au nord par l'Algérie et la Libye, au sud, par le Nigéria et le Bénin, à l'ouest par le Mali et le Burkina Faso, et à l'est par le Tchad. Le pays a une superficie de 1.267.000 kilomètres carrés (48,919 milles carrés)

L'économie du Niger repose principalement sur l'agriculture. Ce secteur, qui représentait 35.2% du PIB en 2014, détermine à la fois la performance et la stabilité du cadre macro-économique, conditionnant par la même occasion le bien-être des populations du Niger

L'agriculture est toujours fortement pluviale, et par conséquent vulnérable aux chocs extérieurs et très dépendante du changement climatique. Cette forte dépendance sur l'agriculture pluviale prédispose le pays à la récurrence des crises alimentaires.

D'après les statistiques, concernant la sécurité alimentaire au cours des 50 dernières années, le Niger a enregistré des déficits récurrents sur les denrées de base nationales (environ tous les deux ans au cours des deux dernières décennies).

Tchad : Le Tchad est un pays enclavé d'Afrique centrale, qui partage des frontières avec la Libye au Nord, la République centrafricaine au sud, le Soudan à l'Est, le Cameroun, le Niger et le Nigéria à l'ouest.

Les principaux secteurs qui contribuent à l'économie nationale sont l'agriculture, l'élevage et les produits forestiers. L'agriculture, l'élevage et la pêche occupent plus de 80% de la population active, et contribuent pour 22,6% du PIB. Le coton, la canne à sucre, la gomme arabique et le tabac sont les principales cultures de rente alors que le sorgho, le mil et l'arachide constituent les cultures vivrières. L'élevage est composé de bovins, de chèvres, de moutons, des camelins et de la volaille.

Au Tchad, 44,2% de la population vivent dans l'insécurité alimentaire et la malnutrition aigüe atteint le seuil critique de 15% dans la plupart des régions. Les couches sociales les plus vulnérables sont les enfants, les femmes, les personnes âgées et les petits producteurs.

Pour faire face à cette situation socioéconomique peu luisante, les Etats membres du G5 Sahel ont jugé nécessaire d'élaborer une stratégie pour le développement et la sécurité (SDS) comme un cadre d'intervention pouvant soutenir et compléter les efforts des États membres dans la lutte contre la pauvreté et l'insécurité sous toutes ses formes et dont l'objectif principal est de contribuer par des actions régionales à assurer le bien-être socio-économique des populations de l'espace du G5 Sahel, à travers une croissance inclusive et soutenue dans un environnement sécurisé.

La SDS est soutenue par un Programme d'Investissements Prioritaires qui comprend un ensemble des programmes et projets régionaux bâtis autour de quatre axes d'intervention qui sont : la Défense et Sécurité, la Gouvernance, les Infrastructures et la Résilience et développement humain.

Rappelant les objectifs du G5 Sahel en terme de résilience des populations, en garantissant durablement la sécurité alimentaire, la Conférence des Chefs d'Etat du G5 Sahel tenue le 06 février à Bamako a instruit le Secrétariat permanent de définir les potentialités des pays membres et de proposer un projet de promotion des produits (agricoles, animaliers et halieutiques) pour renforcer la sécurité alimentaire dans une perspective d'intégration régionale.

Les termes de référence pour la réalisation de l'étude pouvant déboucher sur la préparation d'un projet de promotion des produits (agricoles, animaliers et halieutiques) pour renforcer la sécurité alimentaire dans une perspective d'intégration régionale répond aux orientations de la Conférence des Chefs d'Etat du G5 Sahel. Le projet sera intégré à l'Axe Résilience et développement humain et au Programme N° 1 : Renforcement des initiatives socio-économiques et de résilience du Programme d'Investissements Prioritaires.

2. Objectifs de l'étude diagnostique

L'objectif principal est d'aider le Secrétariat permanent du G5 Sahel à définir les potentialités des Etats membres en matière de produits agricoles, animaliers et halieutiques ,en vue de préparer un projet de promotion de ces produits pour renforcer la sécurité alimentaire dans une perspective d'intégration régionale.

Il s'agit de la première étape dont le but est de cibler des projets de développement durable dans les pays du G5 Sahel. La seconde étape concernera la mise en place des Termes de référence pour les études de faisabilité technico-économique et des études d'exécution des projets proposés pour chacun des pays en fonction des conclusions de l'étude.

De manière spécifique, il s'agit de :

- ⇒ Faire une analyse de la situation socio-économique et démographique des Etats du G5 Sahel avec un accent sur les caractéristiques suivantes : population, démographie, projection de croissance de la population, emploi par tranche d'activité, taux de chômage et taux de chômage par catégorie de population, produit intérieur brut (PIB) par secteur d'activité et importance économique et social de chaque type d'activité.
- ⇒ Réaliser l'inventaire des ressources naturelles dans les principaux domaines suivants :
 - (i) Agriculture : inventaire et cartographie des principales zones agricoles (par type de spéculation), les systèmes de productions (pluviale et irriguée), les superficies, les rendements et la production des principales cultures, (ii) Ressources en eau et irrigation: inventaire des principaux cours d'eau utilisés pour les activités agro-pastorales, les ouvrages hydro-agricoles et leur niveau d'exploitation et systèmes d'irrigation, leurs efficacités , (iii) Elevage : identification de la nature et du type de l'élevage, cartographie de zones d'élevage, aperçu sur les agro-pasteurs, les éleveurs sédentaires et les nomades, (iv) Foresterie : inventaire des forêts en indiquant le type des essences , nature des forêts et leur capacité de production, (v) Pêche et Aquaculture : inventaire des ports de pêches et leur importance, la production et le type d'embarcation utilisés, l'existence de la chaîne de froid et el circuit de commercialisation, l'impact sur l'économie nationale, tout en évaluant les productions et l'emploi, un aperçu aussi sur la nature de la pêche (traditionnelle, semi intensive ou intensive), inventaire des sites aquacole et leurs productions, l'emploi généré par ces pratiques, et le niveau de maîtrise de ces techniques
- ⇒ Faire un diagnostic exhaustif des potentialités de chaque Etats membres du G5 Sahel, en matière des produits nationaux (agricoles, animalier et halieutiques) et leur contribution à la sécurité alimentaire et aux échanges commerciaux au niveau des marchés régionaux en mettant en évidence l'importance de la production, l'apport à la sécurité alimentaire, le potentiel de commercialisation, la valeur ajoutée et la demande sur les marchés des Etats des pays du G5 Sahel.

- ⇒ Identifier les produits nationaux à forte potentialité pour la sécurité alimentaire et pouvant faire l'objet des échanges commerciaux entre les Etats membres dans une perspective d'intégration régionale en priorisant les produits pouvant être soutenus
- ⇒ Faire une typologie et une analyse des avantages comparatifs des produits nationaux dans la chaîne de sécurité alimentaire ainsi que leur valeur économique dans une approche de commerce régionale.
- ⇒ Identifier et analyser les défis et obstacles à relever pour favoriser la contribution des produits nationaux à la sécurité alimentaire et promouvoir les échanges commerciaux entre les Etats membres du G5 Sahel en mettant en évidence la faiblesse des cadres institutionnels, commerciaux, des infrastructures (transformation, stockage, énergétique etc....) et de gouvernance économique.
- ⇒ Proposer un cadre juridique pour la mise en place d'une zone de libre-échange, en définissant les arrangements institutionnels, les principes directeurs relatifs aux négociations des échanges (éliminations des droits de douanes, élimination des restrictions quantitatives à l'importation).
- ⇒ Définir les modalités pratiques permettant aux produits agricoles, animaliers et halieutiques de chacun des pays d'accéder facilement aux marchés des autres pays en réduisant les obstacles tarifaires (standards, normes sanitaires).
- ⇒ Identifier et proposer, sur la base du diagnostic, des projets régionaux de promotion des produits nationaux pour le renforcement de la sécurité alimentaire en prenant en compte l'amélioration des infrastructures liées au commerce des produits agricoles, animaliers et halieutiques ainsi que des procédures douanières et la réduction des coûts du transit et autres coûts des échanges dans une perspective d'intégration régionale

3. Résultats attendus

L'étude débouchera sur la rédaction d'un rapport d'étude détaillée incluant un résumé et des propositions de projets de développement axés sur les potentialités des Etats membres en matière de produits agricoles, animaliers et halieutiques .

4. Planning d'exécution du diagnostic :

Le choix de l'expert international ainsi que les consultants nationaux sera fait une fois que l'approbation du financement par le bailleur de fonds (BADEA) sera acquise. Le travail se fera selon le chronogramme suivant :

- Choix de l'expert international (OADA&G5S) : 10j après approbation et mobilisation des fonds ;
- Choix des consultants nationaux (OADA&G5S) : 10j après approbation et mobilisation des fonds ;

- Exécution du diagnostic :
 - Phase I : Elaboration et validation de la méthodologie retenue pour le diagnostic (G5S, OADA et Expert international) : 7 j après recrutement ;
 - Phase II : Mission de terrain et de sensibilisation des institutions nationales (G5S, OADA et Expert international) : 10 j
 - Phase III : Réalisation effective du diagnostic (Expert international & consultants nationaux) : 75j
- Atelier de restitution et validation du diagnostic (OADA, G5S, Experts, Consultants nationaux, institutions concernées).

NB : un rapport intermédiaire (30j après lancement du diagnostic) sera élaboré par l'expert international et fera l'objet d'un exposé dans le cadre d'un atelier regroupant le G5Sahel, l'OADA et les consultants nationaux.

5. Suivi et validation des résultats de l'étude diagnostique :

L'équipe de consultants travaillera sous l'autorité du Secrétaire permanent du G5 Sahel. L'expert en charge de la résilience du Secrétariat permanent assurera, en collaboration avec les experts de l'OADA, la supervision et le suivi de l'étude diagnostique. Au niveau des Etats, les Comités Nationaux de coordination des activités du G5 Sahel joueront un rôle central dans le suivi et la supervision de l'Etude. Les Experts sectoriels des Comités Nationaux de coordination en charge des questions liées à l'agriculture, l'élevage et les ressources halieutiques seront mobilisés pour contribuer à la réalisation de l'étude.

Les Rapports intermédiaires seront rédigés par les Consultants nationaux et une réunion d'évaluation de ces rapports sera tenue. Elle réunira les Consultants nationaux, le G5 Sahel, l'OADA, les consultants internationaux et la BADEA.

Un atelier régional de validation du Rapport d'étude sera organisé pour évaluer le Rapport de l'étude. Cet atelier regroupera les Experts techniques des Etats du G5Sahel, l'Equipe des Experts internationaux, le G5 Sahel (Experts du Secrétariat permanent et Points Focaux des Comités Nationaux de coordination des Etats du G5 Sahel), les responsables des Ministères sectoriels concernés, la BADEA, l'OADA, la FAO, l'APGMV, le CILSS ainsi que tous organismes dont la contribution sera jugée utile.

